

moins en haute estime pour ses qualités personnelles et ses qualités de soldat. Je ne peux pas, cependant, comprendre les déclarations qu'il a faites.

Voici un communiqué de la *Presse canadienne*, qui a paru dans la *Free Press* de London, le 24 décembre 1951. M. Pearkes déclare ce qui suit:

Mais je ne crois pas que l'argent que dépeuvent les contribuables canadiens rapporte la mesure d'assistance à l'OTAN au titre de la défense que le peuple canadien a le droit d'exiger.

A mon avis, le gouvernement canadien ne s'était pas suffisamment renseigné lui-même, et n'avait pas suffisamment renseigné la population canadienne sur la situation en Europe, avant d'y envoyer la 27^e brigade et d'engager le Canada dans une politique à long terme, qui, à mon avis, n'est pas justifiée et extrêmement onéreuse.

Voilà donc le porte-parole du parti conservateur pour les questions militaires qui soutient que le Canada ne devrait pas fournir son apport de troupes terrestres à l'armée intégrée.

Examinons donc d'un peu plus près cette opinion d'après laquelle le Canada devrait laisser aux autres nations le soin de combattre sur terre. A mon avis, c'est comme l'ancien refrain:

Mother, may I go out to swim?
Yes, my darling daughter:
Hang your clothes on a hickory limb
And don't go near the water.

Au cours de deux guerres, le Canada a envoyé des forces terrestres considérables en Europe, afin d'aider à rétablir la paix. Cette fois, les États membres de l'OTAN s'efforcent de constituer des troupes comprenant surtout des troupes terrestres, afin de préserver la paix. Le Canada ne participerait-il pas à cet effort? L'honorable représentant de Nanaïmo est-il d'avis que nous devrions licencier les 10,000 hommes engagés pour la 27^e brigade ou encore que nous devrions les garder au Canada? Il ne servirait de rien de garder au Canada plus de troupes que nous n'en avons réellement besoin pour assurer la défense immédiate du pays, pour les fins de l'administration, pour l'instruction et pour servir de noyau à nos troupes futures.

La déclaration de l'honorable représentant de Nanaïmo n'a pas rallié l'approbation des Canadiens et il en va sans doute de même des membres de son propre parti. Les journaux qui y ont consacré un éditorial se sont prononcés d'une manière défavorable. Le *Colonist* de Victoria écrivait ce qui suit le 25 décembre 1951:

Il serait sans doute plus facile de tirer de l'arrière de n'envoyer que de l'équipement, des armes et des techniciens. Compte tenu de la prospérité de notre pays, notre économie n'en souffrirait guère.

M. Macdonnell (Greenwood): L'honorable député aurait-il l'obligeance d'élever la voix?

M. George: Oui.

Il est toujours plus facile de faire un don que de participer soi-même à une entreprise.

Voici ce qu'écrivit la *Free Press* de London, livraison du 26 décembre 1951:

Il y a beaucoup de gens aux États-Unis qui croient, comme le général Pearkes, qu'il suffit d'expédier des armes et de l'équipement américains en Europe et que l'envoi de troupes américaines est du gaspillage. Cela est peut-être vrai sur le plan militaire, mais comporte des dangers du point de vue psychologique. Les Allemands ont exploité ce sentiment durant la dernière guerre quand ils disaient en ricanant que les Anglais étaient prêts à se battre jusqu'au dernier Français.

Ce n'est qu'en partageant avec les Européens les périls véritables de la lutte sur la ligne de feu que les populations de notre continent peuvent espérer rallier les habitants de l'Europe occidentale à quelque chose d'assimilable à un effort de défense réussi.

J'ai ici plusieurs citations, mais je n'en lirai qu'une autre. Elle a paru le 9 janvier dans le *Globe and Mail* de Toronto, journal célèbre qui appuie certains éléments de la Chambre. Voici ce qu'il dit:

Le Canada ne peut revendiquer aucun droit à s'exempter du service sur la ligne de feu dans la cause de l'alliance occidentale. Le général Pearkes ne parle pas au nom de la population canadienne. Il ne parle pas au nom de son parti, et tout en exprimant sa propre opinion, il fait grandement erreur.

Ce passage est tiré, je le répète, du *Globe and Mail* du 9 janvier 1951.

M. Drew: Monsieur l'Orateur, je ne désire pas interrompre l'honorable député mais je me demande s'il sait que lorsque l'honorable représentant de Nanaïmo eut précisé sa déclaration, le *Globe and Mail* a écrit par la suite un éditorial bien différent.

M. George: Cela se peut, mais malheureusement je ne l'ai pas ici. Je puis assurer au chef de l'opposition que je ne l'ai pas fait exprès. Tout ceci étant, il n'est pas étonnant que le député de Nanaïmo ait changé de refrain. Il disait à la radio:

C'est à la forme que prend notre concours que j'en ai. Quoiqu'il y ait en Europe des centaines de milles jeunes gens prêts à former les régiments d'infanterie de leurs propres armées, le gouvernement du Canada n'a pas profité de la puissance industrielle de notre pays et des facilités toutes particulières dont il dispose pour l'instruction de formations blindées ou aériennes. Il a, au contraire, envoyé en Europe le type même de soldat qui est le plus nombreux là-bas, comptant plutôt sur le nombre que sur la puissance de choc. Ce n'est pas de quelques fusiliers de plus qu'on a besoin,—et, après tout, une brigade est vite engloutie dans les formations plus grandes,—mais d'unités extrêmement mobiles disposant de la plus grande puissance de feu possible pour le plus petit nombre d'hommes, en multipliant autant que possible le nombre desdites unités.